

UNE NOUVELLE TRAJECTOIRE POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE

Un plan ambitieux pour
renforcer la souveraineté
de la France et construire
l'industrie française de demain.



Il faut sauver l'industrie française

Depuis 2012, la désindustrialisation de la France s'était enfin enrayée. La pandémie de COVID-19 menace tous les efforts jusqu'ici consentis et aura **un impact négatif de 20% sur la valeur ajoutée Française en 2020 (voir Graphique 1)**, soit un manque à gagner de 60 milliards d'euros de valeur ajoutée. Ce sont ainsi 20 milliards de marge qui se volatilisent auxquels s'ajoute une compression de 40 milliards de la masse salariale. L'équivalent de **600 000 à 1 million d'emplois se volatilisent** sous la forme du chômage partiel, mais aussi via la suppression de contrats à courte durée ou d'intérim ou les suppressions d'emplois à venir.

Les situations sont contrastées selon le type d'activité. Si les secteurs tels que l'eau, les traitements des déchets, la pharmacie ou l'agroalimentaire accusent une baisse d'activité relativement contenue de l'ordre de 15 à 25%, **de nombreux secteurs industriels sont en forte détresse** et ont enregistré **des baisses d'activités de 80%** au plus fort de la crise, comme dans l'automobile, les transports, les équipements industriels ou encore la métallurgie. Cela s'explique en particulier par le fait – et c'est là une spécificité de l'industrie – que ces derniers sont fortement exposés à l'investissement plutôt qu'à la consommation courante.

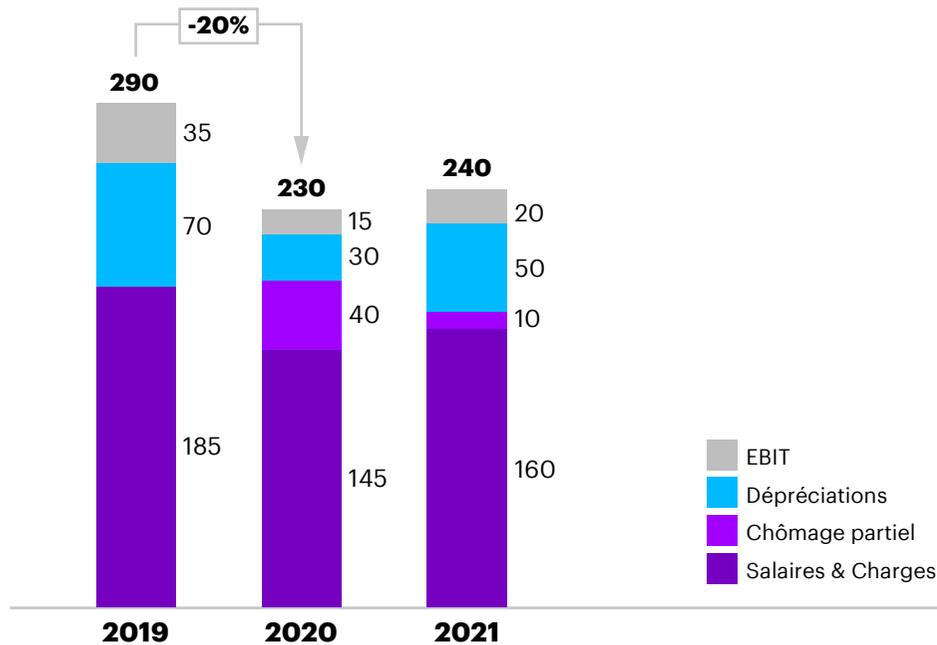
Au-delà des problèmes immédiats des entreprises sur leur trésorerie et des mesures associées comme le prêt garanti par l'État, la crise provoque à moyen terme un risque très élevé d'une spirale de désindustrialisation. La baisse de 20% de la valeur ajoutée industrielle à fin 2020 va créer un « cash-crunch » de 60%, évalué à 60 milliards, et va par conséquent entraîner **un coup de frein drastique sur l'investissement industriel, d'environ 50 milliards**. L'arrêt de l'investissement crée une brutale récession avec une reprise lente et beaucoup plus inertielle que la consommation. Les conséquences sont connues : restructurations, **pertes d'emplois industriels estimées entre 400 000 et 600 000**, vieillissement du parc productif, qui compromettent la capacité du secteur à rebondir en cas de reprise de la demande. Bref, le retour du **cercle vicieux de la désindustrialisation**. C'est pourquoi le plan de relance de l'industrie française annoncé en Septembre 2020 vise à éviter ce risque en dynamisant le soutien à l'investissement.

Ce point de vue est une synthèse de l'étude réalisée pour les pouvoirs publics en Juillet 2020 par la Fondation Accenture.

Graphique 1: Impact de la crise sur l'industrie française

Impact sur la structure de coût

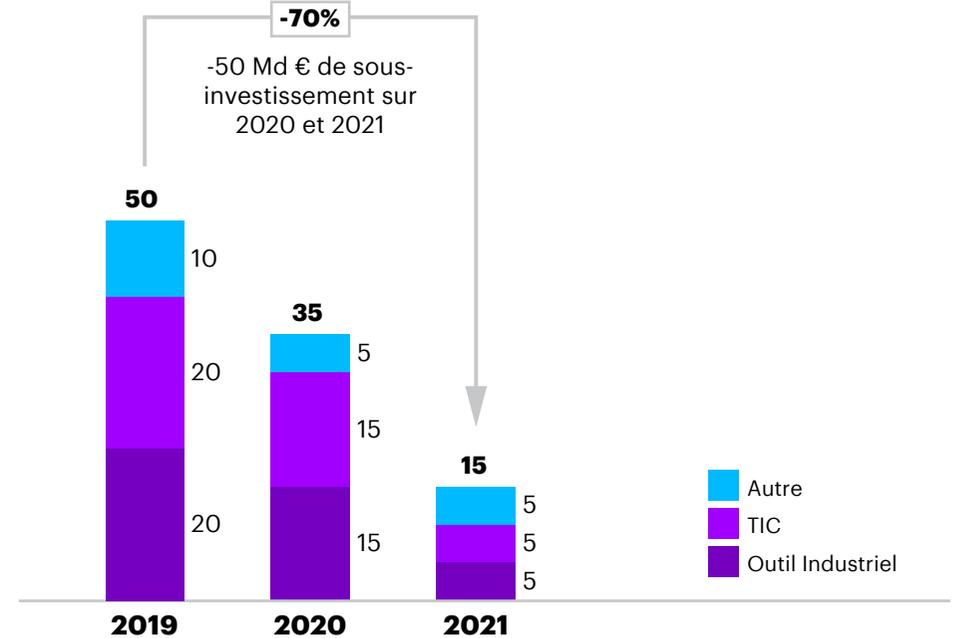
Industrie Manufacturière & Process
Valeur Ajoutée en Milliards d'Euros



Forte compression de la marge et réduction de 20% de la masse salariale (remboursement chômage partiel, suppression contrats à courte durée / interim, réduction d'effectifs)

Impact sur la capacité d'investissement

Industrie Manufacturière & Process
Capacité d'investissement en Milliards d'Euros



Source : Oxford Economics, ITC, Eurostat. Analyse Accenture Strategy 2020.

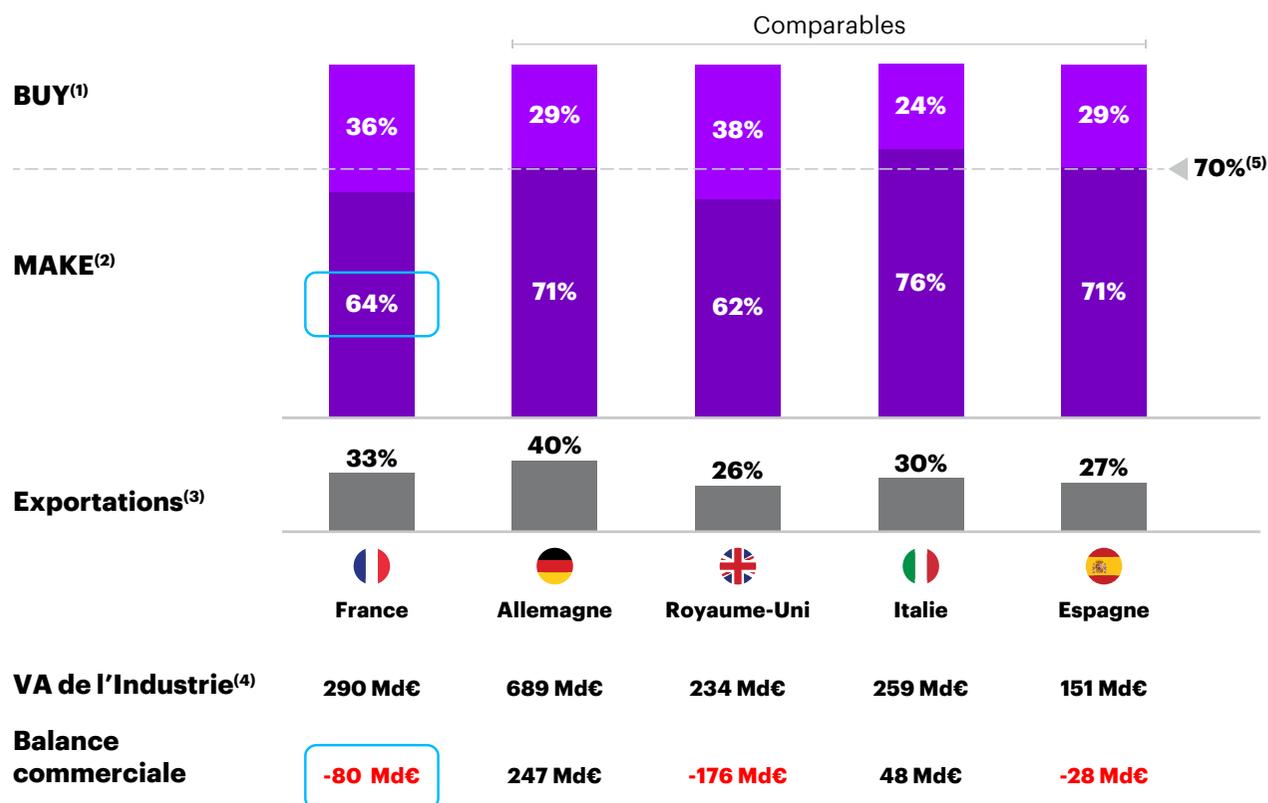
Une crise révélatrice des faiblesses de l'industrie française

La crise du Covid-19 a mis en lumière **les faiblesses structurelles de l'industrie française**. Les tensions d'approvisionnement en masques, respirateurs ou médicaments anesthésiants et leurs principes actifs ont révélé la fragilité de certaines chaînes de valeur et **notre forte dépendance aux importations**.

« Cette crise nous enseigne que sur certains biens, certains produits, certains matériaux, le caractère stratégique impose d'avoir une souveraineté européenne. Produire plus sur le sol national pour réduire notre dépendance et donc nous équiper dans la durée », a ainsi déclaré Emmanuel Macron⁽⁶⁾.

Plus généralement, la crise actuelle a joué un rôle **de lanceur d'alerte** quant à notre dépendance industrielle, vis-à-vis de futures crises potentielles, dans un monde de plus en plus volatile et incertain, et a replacé la question de la souveraineté de certaines de nos activités industrielles dans le débat public.

Graphique 2: L'analyse « make or buy » d'Accenture [2019, en valeur ajoutée]



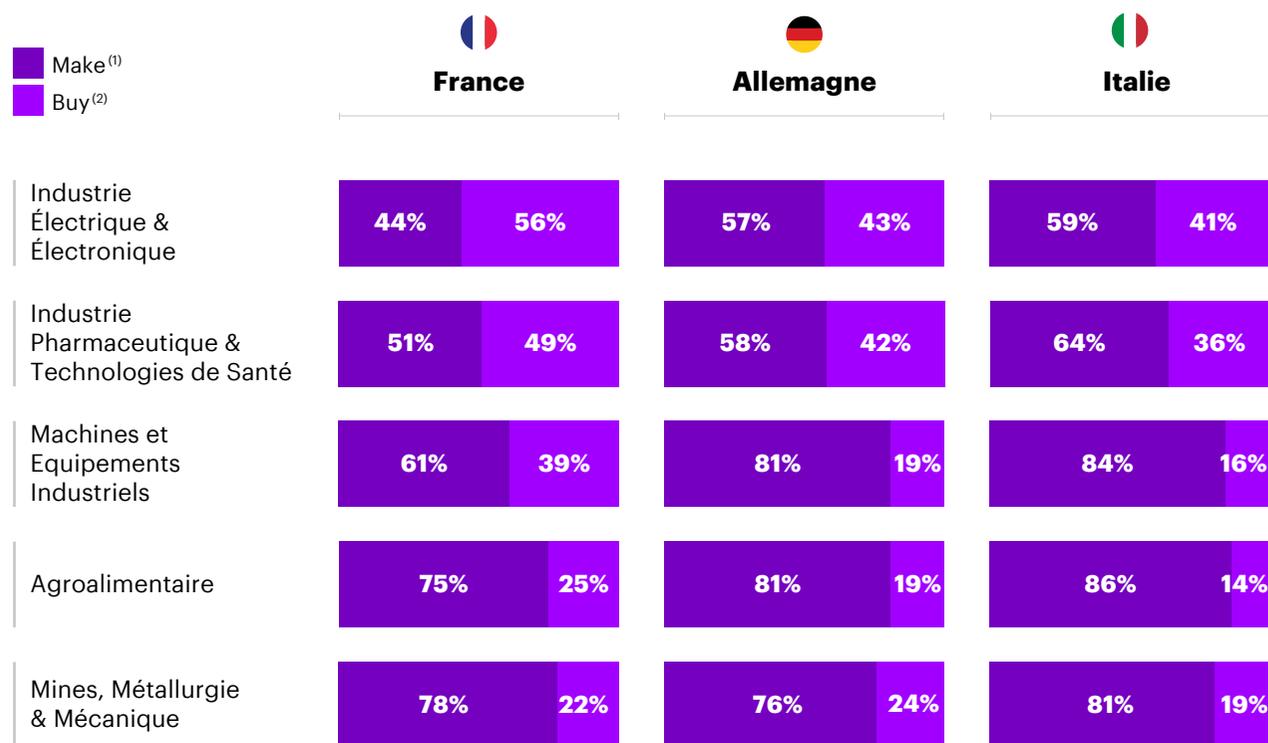
(1). Part de la VA importée dans le territoire; (2). Part de la VA produite sur le territoire; (3). Part de la VA produite et importée effectivement exportée à l'étranger; (4). VA de l'industrie Manufacturière & Process; (5). Moyenne du Make sur les pays; (6) Discours du 31 mars 2020.

Source : Oxford Economics, ITC, Eurostat. Analyse Accenture Strategy 2020.

En effet, l'industrie française a la caractéristique de s'être **désindustrialisée beaucoup plus qu'en Allemagne** ou en Italie. Résultat, la part de la valeur ajoutée produite sur le territoire national par rapport aux importations est significativement plus faible en France que dans les autres grandes économies européennes (à l'exception du Royaume-Uni). Cela concerne surtout les filières transversales de notre industrie, celles de rang 2 qui servent les industries de produits finis.

Cette propension à acheter davantage plutôt que de produire en France a pour conséquence une balance commerciale de l'industrie fortement déficitaire.

Graphique 3: Focus sur les Filières clés [2019, en valeur ajoutée]



(1). Part de la VA importée dans le territoire; (2). Part de la VA produite sur le territoire;

Source : Oxford Economics, ITC, Eurostat. Analyse Accenture Strategy 2020.

Beaucoup de filières stratégiques sont vulnérables

Qu'est-ce que les produits stratégiques ou souverains ?

La crise et en particulier le confinement ont amené les pouvoirs publics à définir la notion de produits ou activités industrielles souveraines. Ce sont celles qui sont **essentiels** à un fonctionnement minimal de la société en cas de crise. Cela regroupe les produits critiques pour la **santé**, pour **l'alimentation** (agroalimentaire), pour maintenir la **communication** et pour la défense. A cela s'ajoutent également les produits entrants, que l'on a appelé **approvisionnements essentiels**, qui sont critiques pour ces quatre filières.

Qu'est-ce qu'une chaîne de valeur vulnérable ou dépendante ?

Afin de qualifier le niveau de **vulnérabilité** des filières, un index a été élaboré en prenant en compte le taux d'importation, le niveau de concentration des pays fournisseurs et leur risque ainsi que la distance moyenne d'approvisionnement.

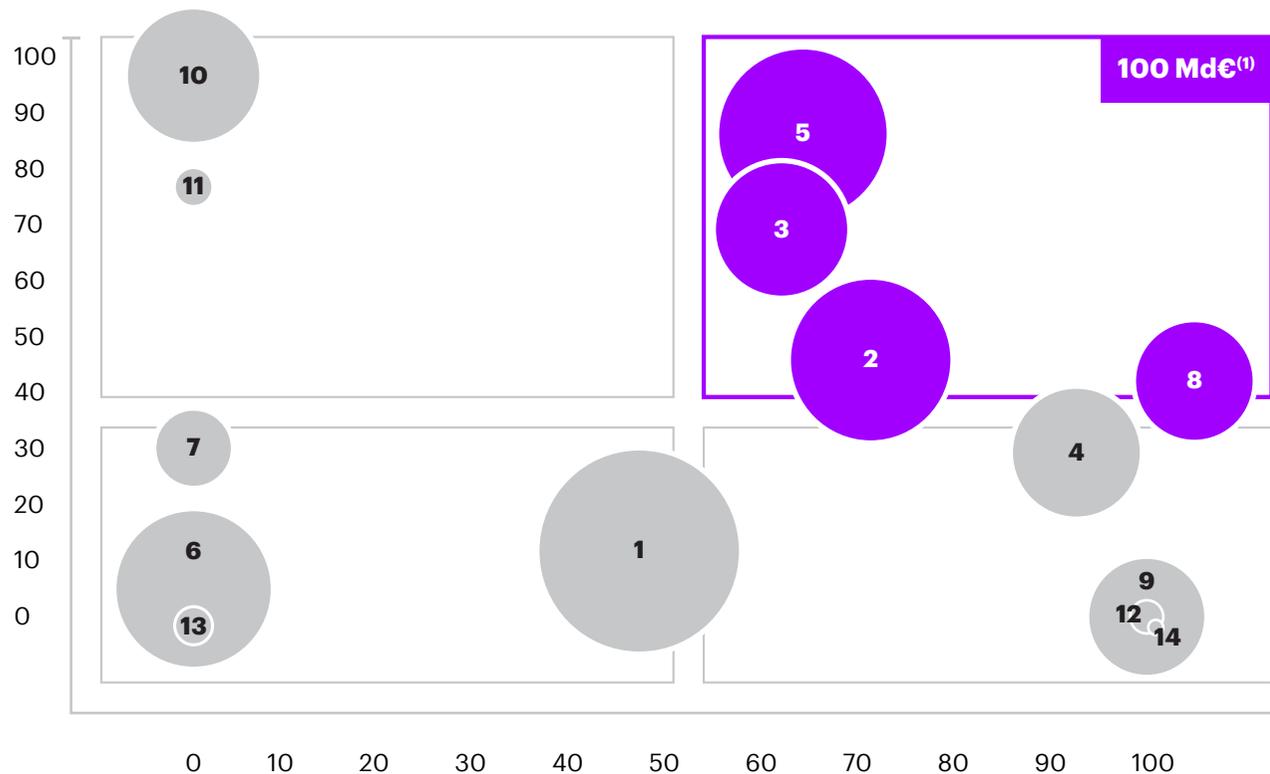
L'analyse met donc en évidence des secteurs industriels stratégiques qui comprennent trop de produits présentant un **risque élevé de vulnérabilité en cas de crise**.

On retrouve **quatre filières particulièrement exposées** : l'industrie Electrique / Electronique, le secteur des machines et équipements, le secteur de la métallurgie et de la mécanique, l'industrie pharmaceutique et technologie de santé et l'agroalimentaire dans une certaine mesure.

Cette vulnérabilité pourrait être réduite en réduisant les importations et en fabricant davantage en France, où, si la compétitivité intrinsèque de la France ne suffit pas, en diversifiant les sources d'approvisionnement. Au total, ces activités stratégiques et vulnérables pèsent environ **100 Md€ de CA** (voir Graphique 4).

Graphique 4: Analyse des filières vulnérables et stratégiques

Part des produits vulnérables (% de la valeur importée)



1. Chimie & Matériaux
- 2. Mines, Métallurgie & Mécanique**
- 3. Machines & Équipements Industriels**
4. Agroalimentaire
- 5. Industrie Électrique & Électronique**
6. Construction Automobile
7. Bois & Papier
- 8. Industrie Pharmaceutique & Technologies de Santé**
9. Aéronautique & Aérospatial
10. Mode & Luxe
11. Industries Maritimes, Ferroviaires & Autres Transports
12. Industries de l'Énergie (nouveaux systèmes énergétiques & nucléaire)
13. Transformation & Valorisation des Déchets
14. Industrie des Métiers de l'Eau

● Taille de bulle : volume d'importation

(1) Chiffre d'affaires importé par les quatre filières

Part des produits stratégiques
(% de la valeur importée)

Source : Etude Accenture Strategy 2020.

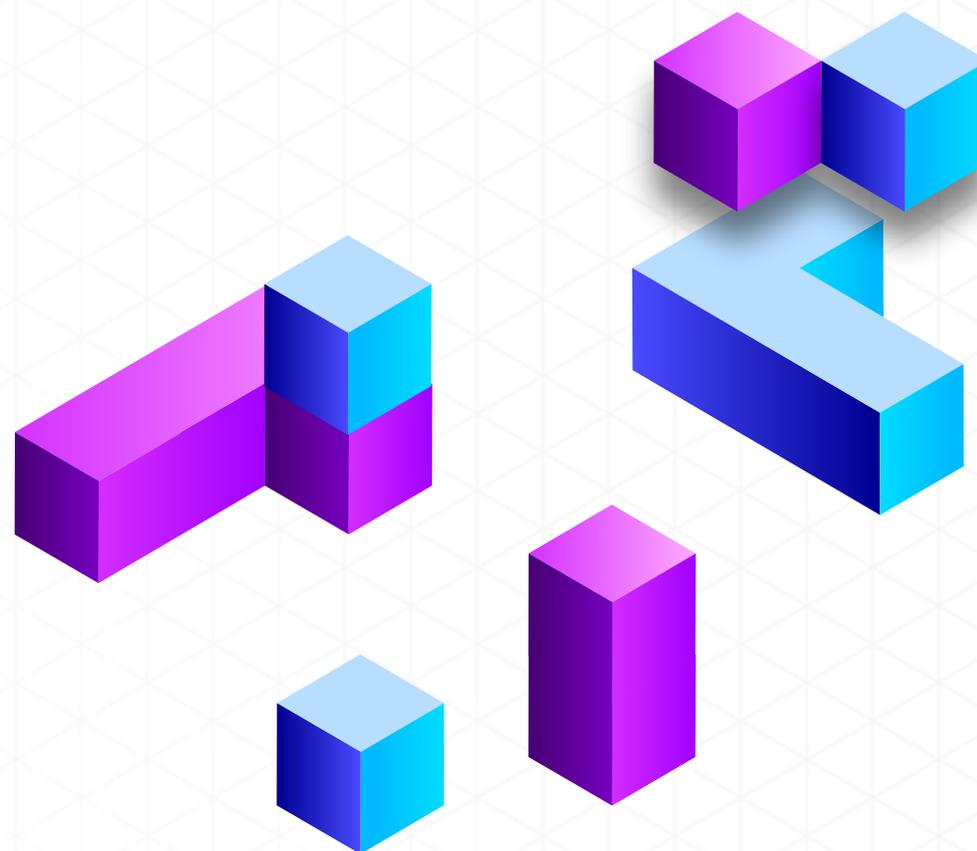
Quelques exemples

La globalisation a eu pour conséquence de fragmenter les chaînes de valeur industrielles, ainsi l'approvisionnement de certains produits stratégiques dépend parfois exclusivement d'un ou deux pays situés hors de l'Union européenne.

De ce fait, de nombreux produits essentiels sont vulnérables notamment dans les filières

- Pharmaceutique et Santé : **antibiotiques**, acide salicylique, lysine, sulfonamide, ...
- Agroalimentaire : **phosphate de calcium**, soja, emballage alimentaire, ...
- Machines et équipements industriels : de nombreux sous-segments sont fortement dépendants et insuffisamment fabriqués en France
- ou encore Electronique et Electrique : **câbles de fibres optiques**, batteries, accumulateurs, ...)

Pour ne citer que quelques exemples. Au total, les produits stratégiques et vulnérables représentent près de **100 milliards d'euros d'importations**.



Les antibiotiques

Ces produits essentiels à la capacité de soin en France, font partie des éléments les plus vulnérables parmi les 2000 produits analysés dans l'étude avec un approvisionnement très concentré autour de quelques pays : les Etats-Unis pour 50% de nos besoins et la Chine 10%.

Les câbles de fibres optiques

C'est un composant essentiel à la mise en réseau des infrastructures, des équipements et des agents économiques. Ce produit hautement stratégique pour l'économie française est pourtant très vulnérable du fait d'une forte concentration des fournisseurs - les Etats-Unis détiennent 50% de notre marché, l'Inde 30% et la Chine 10% - et d'un niveau de risque pays élevé.

Le phosphate de calcium

L'approvisionnement de cet antioxydant essentiel à l'industrie agroalimentaire est particulièrement à risque. Plus de 90% de la valeur consommée sur une année est importée et ce - à hauteur de 80% du Maroc et de 10% de l'Algérie - deux pays ayant un indice de risque élevé.

Renforcer la souveraineté industrielle : une exigence, deux objectifs

Renforcer l'industrie d'aujourd'hui

Le premier objectif est de relocaliser la production de produits stratégiques, dont la chaîne d'approvisionnement est considérée comme fragile et qui peuvent être fabriqués en France à des coûts compétitifs. Bien évidemment, il ne s'agit pas de re-localiser en France des produits déjà fabriqués à l'étranger (à des coûts probablement moins chers, mais surtout sur des actifs déjà présents et amortis). Le cas économique de la relocalisation n'est pas viable. En revanche, dans tout segment industriel, il y a toujours une part de produits à plus haute valeur ajoutée, ou des nouveaux produits sur lesquels la France peut se positionner avec une position compétitive.

Ce potentiel représente un tiers environ des produits stratégiques et vulnérables, le reste ne pouvant être fabriqué en France compte tenu de l'écart de compétitivité, et doit plutôt faire l'objet d'une diversification des sources d'approvisionnement. Ce volet doit permettre de réimplanter **25 milliards d'euros de valeur ajoutée** industrielle en France dans les cinq prochaines années.

Cependant, il s'agit d'un rattrapage sur notre position industrielle, et il faut éviter que les produits de demain deviennent à leur tour des zones de fragilité de l'économie française à moyen terme.

Construire l'industrie de demain

Le plan doit aussi viser les produits d'avenir afin de fabriquer durablement en France. L'investissement doit être prioritairement dirigé vers les technologies les plus prometteuses, celles qui feront l'industrie et les emplois de demain.

Nous avons quantifié l'impact du rapport B. Potier qui a priorisé une liste de domaines stratégiques dans lesquels la France est légitime pour se positionner. Ce potentiel représente environ **32 milliards d'euros de valeur ajoutée** en France dans les cinq prochaines années.

Source: Rapport B. Potier "Faire de la France une économie de rupture technologique", paru le 7 Février 2020

Graphique 5: Industries d'aujourd'hui/Industries de demain

	Industries d'aujourd'hui ⁽¹⁾ [25 Md€ de valeur ajoutée]		Industries de demain ⁽²⁾ [32 Md€ de valeur ajoutée]
 Industrie électrique et électronique	Cellules de batterie 38 M€ Câbles de fibre optique 85 M€ Circuits intégrés électroniques et semi-conducteurs 600 M€	Equipements de télécommunication (téléphones...) 500 M€ Turbines éoliennes 15 M€ Générateurs 35 M€	<ul style="list-style-type: none"> • Motorisation électrique et électronique de puissance • Systèmes électroniques nano • Batteries innovantes (lithium air, lithium soufre...)
 Industrie pharmaceutique & technologies de santé	Antibiotiques & antibactériens 160 M€ Hormones 640 M€ Provitamines et vitamines 63 M€	Autres API (acides salicyliques, Isyines sucres...) 100 M€ Dispositifs médicaux (articulations et organes artificiels...) 850 M€ Equipements médicaux (thérapeutique et diagnostic) 300 M€	<ul style="list-style-type: none"> • Thérapie cellulaire et génique • Médecine personnalisée et e-santé • Robotique chirurgicale
 Machines & équipements industriels	Equipements industriels, dont machines de nouvelle génération (dont fabrication additive) 200 M€	Equipements d'automatisation industriel 200 M€	<ul style="list-style-type: none"> • Internet des objets à usage industriel (IIoT)
 Autres industries manufacturières et process	Carburants alternatifs renouvelables (biodiesel) 170 M€ Engins spatiaux, satellites et lanceurs 130 M€	Motorisation et pièces de motorisation 4 M€ Faisceaux et câblages 80 M€	<ul style="list-style-type: none"> • Carburants de deuxième génération comprenant le biodiesel • Piles à hydrogènes pour les systèmes énergétique / la mobilité • Panneaux photovoltaïque haut rendement
Compétences transverses dans lesquelles investir pour soutenir la compétitivité de l'industrie française		<ul style="list-style-type: none"> • Internet des objets • Big data & analytics • Plateformes numériques 	<ul style="list-style-type: none"> • Fabrication additive • Cloud et nouvelles infrastructures numériques • Cybersécurité

(1). produits stratégiques et vulnérables dans le cadre de notre étude; (2). Cf. rapports Potier et analyses Accenture
 Source : Etude Accenture Strategy 2020.

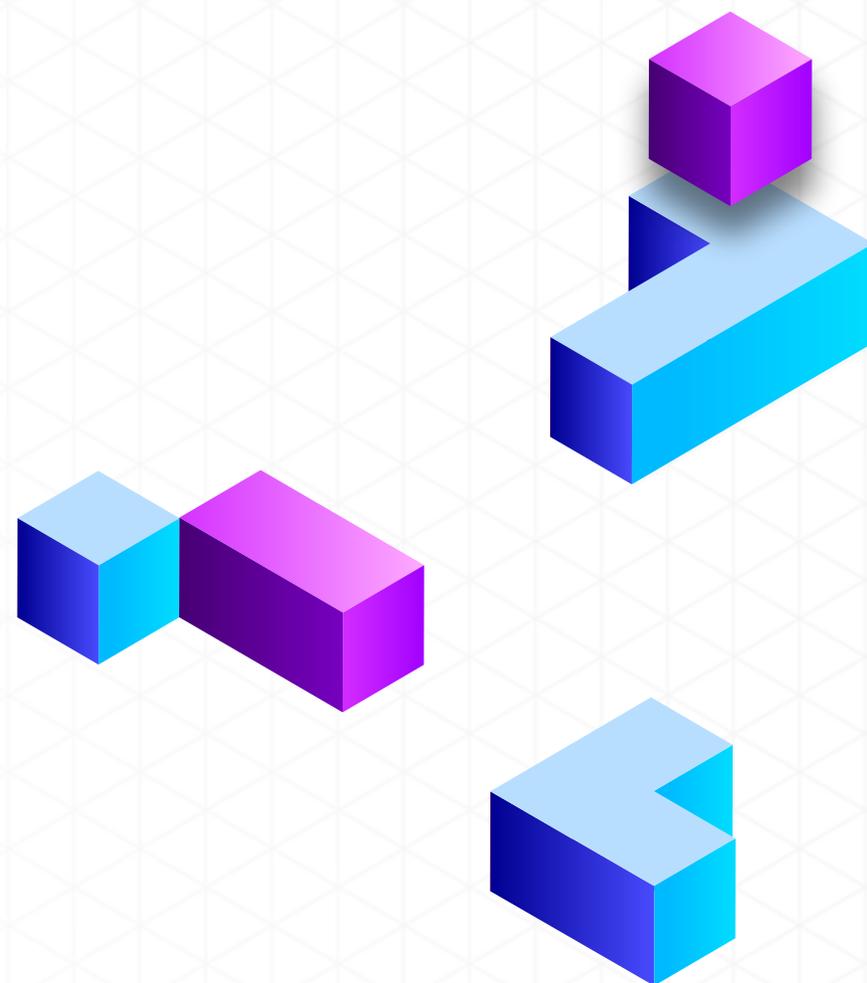
Des bénéfices pour toute l'économie

La mise en place de ce plan de développement de l'industrie française doit non seulement permettre d'augmenter la capacité industrielle de la France, mais aussi de renforcer sa souveraineté tout en créant des externalités positives fortes pour l'ensemble de la société.

L'impact de la crise sanitaire est ainsi estimé environ à 20% de la valeur ajoutée de l'industrie française en 2020. Si l'on ne fait rien, le risque est de perdre entre 600 000 à 1 million d'emplois industriels et de plonger la France dans une nouvelle spirale de désindustrialisation.

Ce plan démontre qu'il est possible, dans ce contexte troublé, de **remettre l'industrie française sur le chemin de la croissance, de créer près de 600 000 emplois industriels** et de **redresser la balance commerciale de l'industrie de 70 Md€ d'Euros.**

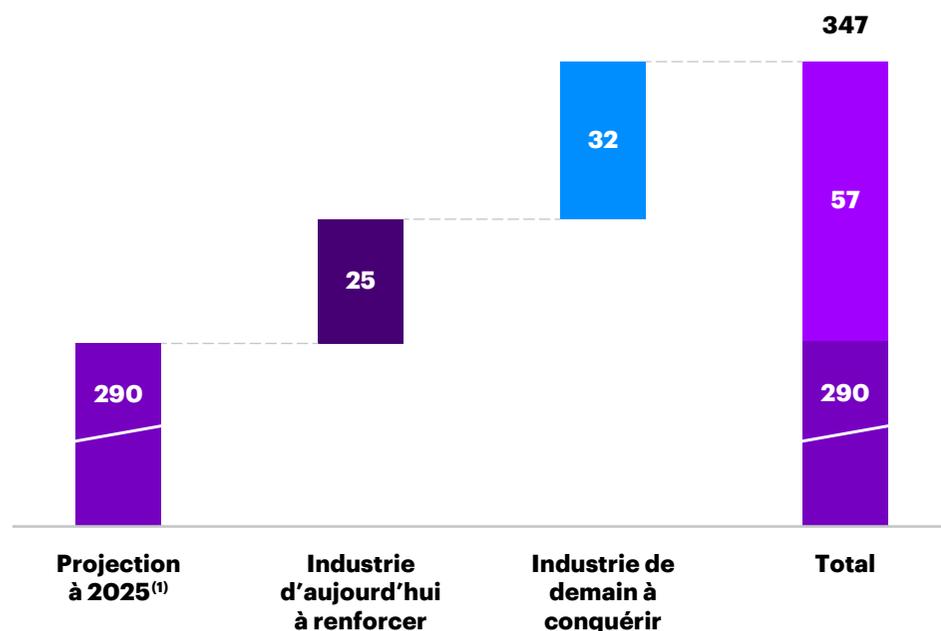
L'investissement nécessaire est estimé à **120 Md€ d'Euros, dont environ 60 Md€ de fonds propres.**



Graphique 6: Potentiel total de valeur ajoutée et d'externalité positive pour l'industrie manufacturière, process et utilities

Un gain de 57 Md€ de valeur ajoutée pour l'industrie manufacturière à horizon 5 ans qui se stabiliserait à près de 17% du PIB de la France au lieu de 14%⁽¹⁾

Des externalités fortes pour l'ensemble de la communauté nationale [Estimation des gains à horizon 5 ans]



	Emplois⁽²⁾	+600 000
	Gains fiscaux⁽³⁾	+6 Md€
	Balance commerciale	+70 Md€

L'investissement nécessaire à la réalisation du potentiel est estimé à 120 Md€ dont 60 Md€ de fonds propres

(1). Toutes choses étant égales par ailleurs, sans prise en compte de la croissance naturelle de l'industrie et de l'économie;

(2). Emplois directs et indirects; (3). Impôts sur les sociétés et taxe de production

Source : Etude Accenture Strategy 2020.

Agir sur cinq leviers d'action

Ce plan de repositionnement de l'industrie française et de consolidation de la souveraineté nationale doit s'appuyer sur 5 leviers d'actions :

1

Créer un fond de soutien à l'industrie agissant comme des quasi fonds propres

La crise va peser sur la trésorerie des entreprises, amputer les capacités d'investissement de l'industrie d'environ 50 milliards d'euros (sur 2020 et 2021) et engender l'annulation ou le report d'environ un tiers des projets d'investissement directs étrangers en France. La mise en place d'un ou plusieurs fond(s) pour l'industrie (abondé(s) par un fléchage de l'épargne et/ou par un fond européen) est critique pour éviter la spirale de la désindustrialisation. Ce ou ces fonds doivent être focalisés sur la modernisation et la digitalisation de l'outil de production, la reconversion vers de nouvelles activités ou encore la décarbonation. Ils peuvent prendre la forme de prêts à clause de remboursement non limitée dans le temps ou à très long terme, agissant comme des quasi fonds propres.

2

Soutenir le renforcement de la compétitivité de l'industrie

Il faut également réfléchir à un véritable pacte entre consommateurs et producteurs afin que les uns et les autres intègrent mieux l'ensemble des facteurs et externalités dans leurs prises de décision. L'exemple des impôts de production (qui pénalisent la rentabilité de l'industrie française de 2 points de marge par rapport à l'Allemagne) est un bon exemple de non prise en compte du bénéfice complet de la présence d'une activité industrielle sur le sol français. Également, les mécanismes de flexibilité du travail doivent encore être renforcés dans un marché de plus en plus volatile et incertain. L'adaptabilité de notre système est le facteur clé de succès pour l'industrie de demain.



3

Capitaliser sur les leviers des dispositifs d'insertion par l'emploi

Les différents dispositifs dits « d'inclusion par l'emploi », comme les structures d'insertion par l'emploi (SIA) ou les dispositifs du travail protégé et adapté (TPA), peuvent être plus compétitifs que des entreprises classiques face aux sites de production, installés dans des pays à bas coûts. Ce levier original peut permettre d'implanter des activités potentiellement concurrencées par des pays à bas coûts et offrir des externalités positives.

4

Diversifier les approvisionnements

Pour les segments et produits pour lesquels il n'est pas pertinent de développer une production en France (défaut de compétitivité, barrières d'entrées trop élevées...), appliquer une logique de diversification des sources d'approvisionnement.

5

Augmenter notre attractivité industrielle

La France est en concurrence à chaque décision d'investissement industriel de toute entreprise ayant un réseau international de production. Il est primordial d'augmenter l'attractivité industrielle de la France, déjà élevée sur le plan des compétences et de la qualification de ses bassins d'emplois. Par exemple, la simplification des procédures d'implantations, la création de sites clés en main et la réduction de la fiscalité sont nécessaires pour rendre la production en France plus attractive.

Une étude conduite par Accenture montre que la différence entre le coût du non-emploi et d'une insertion dans le cadre du SIAE ou d'une Entreprise Adaptée (EA) permet de dégager un excédent de 14 K€ par an et par insertion pour la puissance publique.

Dans le cadre de certaines activités industrielles, il est possible de réinvestir une partie de ce gain pour combler l'écart de compétitivité de la France et ainsi créer près de 20 000 emplois à long terme et 120 M€ d'externalités positives pour les finances publiques.

Nous avons l'opportunité inédite de rétablir **un meilleur équilibre productif**, une **nouvelle échelle de valeurs** et *in fine*, de faire un véritable **choix de société plus durable**.

Auteurs



Max Blanchet

Directeur Exécutif Industry X
Accenture Strategy
max.blanchet@accenture.com



Hugues Tourel

Directeur Exécutif Secteur Public
Accenture Strategy, Europe
hugues.tourel@accenture.com



Nicolas Moreau

Directeur Industry X
Accenture Strategy
nicolas.moreau@accenture.com

A propos d'Accenture

Accenture est un des leaders mondiaux des services aux entreprises et administrations, avec une expertise de pointe dans les domaines du numérique, du cloud et de la sécurité. Combinant une expérience unique et une expertise spécialisée dans plus de 40 secteurs d'activité, Accenture s'appuie sur le plus grand réseau international de centres de technologie avancée et d'opérations intelligentes pour offrir à ses clients des services Strategy & Consulting, Interactive, Technologie et Opérations. Avec 506 000 employés, Accenture s'engage chaque jour auprès de ses clients dans plus de 120 pays, à réaliser la promesse de la technologie alliée à l'ingéniosité humaine. Accenture s'appuie sur le changement pour générer de la valeur et créer une réussite partagée avec ses clients, ses collaborateurs, ses actionnaires, ses partenaires et ses communautés. Site Internet : www.accenture.com/fr

Remerciements

Ce point de vue et l'étude sur laquelle il s'appuie ont été réalisés avec le concours de la Fondation Accenture France. Nous remercions également Johan Muller, Corentin Bonnet, Louise Gatz et Margaux Boulanger pour leurs contributions.